

DOC. 1 : LA CHINE CONSTRUIT DES ÎLES ARTIFICIELLES POUR REVENDIQUER DES ZONES MARITIMES

La Chine est en train d'agglomérer des milliers de tonnes de terre sur un récif corallien afin de le transformer en piste d'atterrissage. L'objectif : asseoir sa domination sur une zone stratégique très disputée, la mer de Chine.

Jusqu'à présent, la majeure partie de l'île de Fiery Cross, ou Yongshu, en Chinois, se trouvait sous l'eau, à l'exception de quelques rochers. Des images satellites, analysées par des experts anglo-saxons de l'IHS, ont montré que depuis quelques mois, des navires chinois rassemblent les sédiments sur la barrière de corail, afin de faire émerger des eaux une piste de 3 000 mètres de long sur 300 mètres, au plus, de large. Un port, à l'est de l'île, serait également en train d'être créé pour « accueillir des pétroliers ou de grands navires de guerre », selon les experts de l'IHS.

Yongshu est située dans l'archipel des Spratleys, un territoire en plein milieu de la mer de Chine dont les récifs confettis, d'une superficie totale de 5 km², sont répartis sur une zone de 410 000 km². Cette zone, inconnue du grand public, est d'un intérêt géostratégique majeur. Elle est le point de passage entre l'océan Indien et l'océan Pacifique et permet la communication de l'Europe et de l'Asie orientale. Près d'un tiers du trafic maritime commercial du monde y passe, 90 % de celui de la Chine. La Corée du Sud, le Japon et Taïwan y font transiter plus de la moitié de leurs ressources énergétiques. Si les éventuelles réserves de pétrole semblent pour le moment limitées, celles de gaz semblent au contraire très importantes : la zone pourrait comporter 13 % des réserves mondiales, selon le rapport du ministère de la Défense.

Outre l'évidente menace que représente la militarisation chinoise, la création de cette nouvelle terre vient asseoir la revendication de souveraineté chinoise : au regard du droit international, l'attribution d'une zone économique exclusive* est déterminée par la possession d'un territoire côtier.

D'après *Le Figaro*, 10 février 2015.

DOC. 2 : LA MER DE CHINE MERIDIONALE : UN ENJEU FRONTALIER EN ASIE DU SUD-EST

Un autre enjeu, tout aussi vital en effet, est celui de la situation géostratégique de la zone contestée. La République Populaire de Chine considère sans la moindre ambiguïté que cette mer lui appartient dans sa quasi-intégralité, au même titre que la Méditerranée appartenait à Rome ou que les Caraïbes sont la « mer intérieure » des États-Unis (Kotani, 2009). Au débouché du détroit de Malacca et du port de Singapour, sur une des plus importantes routes maritimes du monde, une mainmise sur les Paracels et les Spratleys assure aussi un contrôle sur l'approvisionnement des économies du Nord-est asiatique (Taiwan, Chine, Japon, Corée du Sud), notamment en provenance des pays du Golfe et de Singapour. L'enjeu apparaît donc de première importance pour la Chine comme pour ses voisins et les efforts militaires déployés le démontrent. On assiste de ce fait depuis plusieurs années à une course à l'armement particulièrement préoccupante (Saighal, 2011), d'autant que les États-Unis n'entendent pas non plus permettre à la Chine d'asseoir sa mainmise sur des lignes maritimes si stratégiques, comme en témoigne leur toute récente décision de stationner des troupes à Darwin, en Australie. D'ailleurs, tout en reconnaissant l'importance stratégique des routes maritimes et des détroits de la région, relativise toutefois la valeur militaire des archipels en litige, les pays riverains pouvant selon lui atteindre à l'aide de leurs missiles n'importe quel point de la Mer de Chine Méridionale. Pas besoin pour cela de posséder des îlots dont « les dimensions se prêtent mal d'ailleurs au développement d'installations militaires majeures » (Denécé, 2000)

Yann Roche, « La mer de Chine méridionale : un enjeu frontalier majeur en Asie du Sud-Est », *L'Espace politique* [En ligne], 21 | 2013-3, mis en ligne le 19 novembre 2013.



DOC.3 : ACTES DE PIRATERIE EN MER DE CHINE

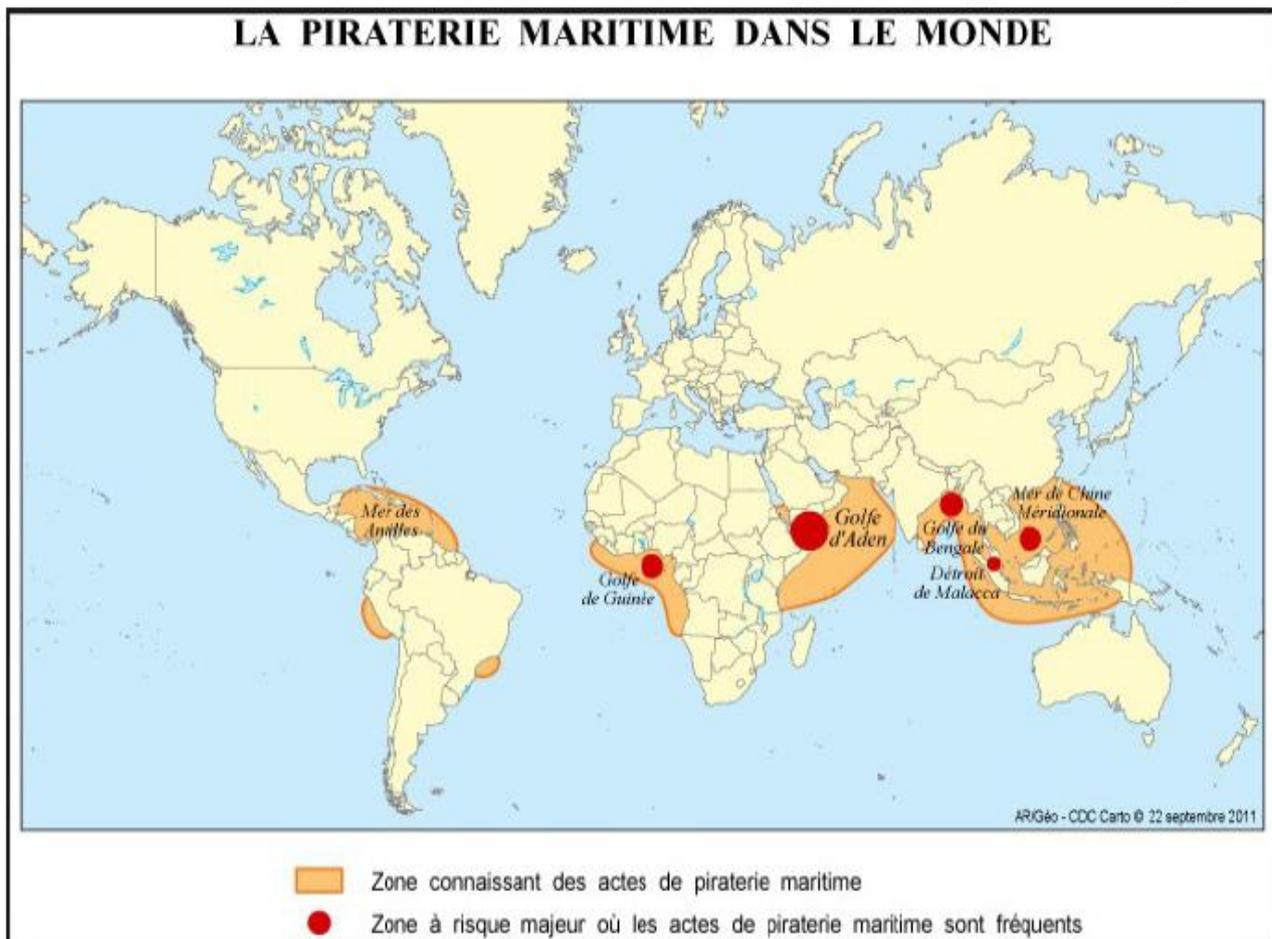
Les autorités malaisiennes redoutaient aujourd'hui un nouvel acte de piraterie en mer de Chine méridionale, une semaine après la disparition d'un cargo battant pavillon malaisien. Les propriétaires du MV Sah Lian sont sans nouvelles depuis le 3 septembre de ce bâtiment transportant notamment des produits en fer, de la tuyauterie et de la nourriture, a indiqué le premier amiral Ismaili Bujang Pit, commandant des garde-côtes malaisiens.

Parti de Kuching, la capitale de l'Etat de Sarawak, avec un équipage de 14 personnes composé de Malaisiens, d'Indonésiens, de Birmans et d'Indiens, le cargo devait rallier la ville de Limbang, située plus au nord-est, également sur l'île de Bornéo. "Nous pensons que ce bateau a été détourné en dehors des eaux malaisiennes. Nous pensons qu'il pourrait se trouver dans les eaux indonésiennes, près des îles Natuna", a déclaré Ismaili Bujang Pit.

L'archipel des Natuna se trouve en mer de Chine méridionale, entre Bornéo et la partie continentale de la Malaisie. Ismaili Bujang Pit a précisé que les autorités maritimes malaisiennes avaient demandé l'aide de leurs homologues vietnamiennes et thaïlandaises. Le Bureau maritime international (BMI), basé à Londres, considère désormais les eaux d'Asie du Sud-Est comme celles où les risques de piraterie sont les plus grands au monde.

Le cargo malaisien porté disparu n'apparaît cependant pas comme la cible classique des pirates qui écument ces eaux depuis quelques années. Leurs proies sont généralement de petits pétroliers dont ils siphonnent la cargaison à l'aide d'un autre bateau.

D'après *Le Figaro*, 10 septembre 2015



Des enjeux géopolitiques

Quelle est la situation en mer de Chine ?



- Métropoles de plus de 5 millions d'habitants
- △ Territoires revendiqués par la Chine
- △ Archipels revendiqués par plusieurs pays riverains
- Limite des revendications maritimes de la Chine
- ★ Bases militaires américaines
- ↔ Point de passage stratégique du commerce mondial

1 Les tensions en mer de Chine méridionale

2 Tensions en mer de Chine

La mer de Chine méridionale est devenue en ce début du XXI^e siècle un foyer de tensions militaires. En effet, selon le droit de la mer, chaque pays dispose d'une zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles marins au-delà de ses côtes. À l'intérieur de cette zone, la navigation internationale est autorisée mais l'exploitation des ressources halieutiques, minérales et énergétiques est exclusivement réservée au pays qui la possède.

Or, en mer de Chine méridionale, ces ZEE sont d'autant plus convoitées qu'elles contiennent de riches gisements de pétrole et de gaz, plus particulièrement aux environs des îles Spratleys, et se situent sur des voies maritimes parmi les plus fréquentées du monde.

■ Cécilia Nantier, « Tensions belliqueuses en mer de Chine », www.herodote.net, octobre 2015.

VOCABULAIRE

► Géopolitique

Science qui étudie les rapports entre la géographie des États et leur politique.

► Ressources halieutiques

Ressources de la pêche.